

Forum politique de haut niveau sur le développement durable

Débat de haut niveau

New York, le 19 juillet 2016

Intervention de S.E. Mme Sylvie Lucas Ambassadeur, Représentant permanent du Luxembourg

Monsieur le Président,

Le Luxembourg s'associe pleinement à l'intervention de l'Union européenne.

2015 a été une année charnière pour la politique de développement. Elle a été marquée par trois rendez-vous qui façonneront nos politiques pour les années à venir. Si 2015 est à marquer d'une pierre blanche dans le domaine institutionnel, le Président de l'Assemblée générale a rappelé ce lundi le côté plus sombre de la globalisation dont nous voyons actuellement les effets sur le plan des crises régionales, des mouvements migratoires et de la recrudescence des extrémismes. Raison de plus pour que notre travail ici soit inclusif et fédérateur, dans l'esprit universaliste de l'Agenda 2030, qui perpétue la longue tradition d'ouverture et d'humanisme des Nations Unies. Œuvrons pour que l'Agenda 2030 devienne réalité; l'expression d'une volonté concrète et politique de la communauté internationale.

L'une des leçons apprises des Objectifs du Millénaire pour le développement est qu'il faut dépasser les clivages, travailler de manière intégrée, créer des synergies. Nous devons construire des partenariats avec la société civile, le secteur privé, le monde académique pour mettre en œuvre l'Agenda 2030. Au niveau national, une coopération étroite entre différents ministères est nécessaire si nous voulons œuvrer à travers les trois piliers du développement durable. Mon pays a ainsi créé une commission interdépartementale qui travaille activement à la mise en place d'un cadre national pour mettre en œuvre les 17 Objectifs de développement durable.

Le Luxembourg tient à saluer l'adoption par la Commission des statistiques du nouveau cadre mondial d'indicateurs. Dans son rapport sur les objectifs de développement durable, le Secrétaire général relève à juste titre l'importance cruciale de données fiables et ventilées pour mesurer les cibles. Il met également en lumière la nécessité d'investir davantage dans des systèmes de protection sociale robustes et dans l'éducation ; des points qui tiennent particulièrement à cœur à mon pays.

L'égalité des sexes et la promotion de la condition de la femme et des jeunes filles, le respect des droits de l'enfant et la reconnaissance du rôle spécifique des enfants et des jeunes en tant qu'acteurs du changement à l'intérieur de l'Agenda 2030 doivent être au centre de notre réflexion et de notre action si nous voulons faire en sorte que nul ne soit laissé pour compte.

Assurer un travail décent pour tous, réduire les inégalités sociales et améliorer la situation des plus vulnérables et marginalisées, tout comme garantir un accès universel aux soins de santé, y compris dans le domaine de la santé et des droits sexuels et reproductifs, voilà d'autres secteurs essentiels dans le cadre de notre coopération au développement.

Je voudrais également insister sur la transversalité des efforts pour sauvegarder l'environnement et la biodiversité, ainsi que la lutte contre le réchauffement climatique.

Notre objectif, reconnu dans l'Agenda 2030, doit être de garantir des sociétés pacifiques et inclusives, fondées sur la bonne gouvernance, le respect des droits de l'homme, la non-discrimination et la promotion de la tolérance.

Monsieur le Président,

Mon pays est fier de compter parmi les sept pays qui consacrent au moins 0,7 % de leur RNB à l'aide publique au développement. Nous restons convaincus que l'APD a un rôle majeur à jouer comme catalyseur et levier pour des financements supplémentaires afin que nous réussissions à terme à éradiquer la pauvreté et la faim; l'objectif premier de l'Agenda 2030 pour un développement durable.

Faisons aujourd'hui en sorte que le Forum politique de haut niveau maintienne l'élan de 2015 et joue tout son rôle pour assurer le suivi de la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Vous saurez compter sur la participation active du Luxembourg à cet effet.

Je vous remercie.